

Art. 20. Voor de aangelegenheden waarvoor hun dienstaanwijzing ze bevoegd maakt, mogen de ambtenaren van niveau 1 de lopende briefwisseling ondertekenen en elk document eensluidend verklaren.

Art. 21. Een afschrift van dit besluit wordt ter kennisgeving aan het Rekenhof overgezonden.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 mei 1991.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepaling*

Art. 23. De bepalingen van het ministerieel besluit van 29 januari alsmede alle bepalingen in strijd met dit besluit worden met ingang van 1 mei 1991 opgeheven.

Brussel, 30 april 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2501

[C — 27418]

4 JUILLET 1991. — Décret modifiant le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. A l'article 3 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets sont apportées les modifications suivantes :

Le 12° modifié par le décret du 30 juin 1988 est remplacé par la disposition suivante :

12° l'Office : l'Office régional wallon des déchets.

Il est ajouté un 14° rédigé comme suit :

— 14° L'Administration régionale : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Dans l'article 4, alinéa 2, du même décret, les mots « l'Exécutif peut par arrêté délibéré en son sein » sont remplacés par les mots « l'Exécutif peut après avis de l'Office ».

Art. 3. Dans l'article 7, § 1er, du même décret, les mots « l'Exécutif peut » sont remplacés par les mots « l'Exécutif peut, après avis de l'Office ».

Art. 4. Dans l'article 9, § 1er, du même décret, les mots « après avis de l'Office » sont insérés entre les mots « peut » et « agréer ».

Art. 5. Dans l'article 11, § 1er, du même décret, modifié par le décret du 30 juin 1988, les mots « l'Office des déchets » sont remplacés par les mots « l'Office ».

Art. 6. Dans l'article 11, § 2, alinéa 4, du même décret, les mots « trois ans après » sont remplacés par le mot « dès ».

Art. 7. A l'article 11, § 2, alinéa 7, du même décret, le mot « éventuellement » est supprimé.

Art. 8. L'article 21, § 2, alinéa 1er, du même décret est remplacé par : « A cette fin, l'acte d'autorisation fixe un cautionnement dont le montant est déterminé par l'Office et qui est équivalent aux frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient faire procéder à la remise en état. »

L'article 21, § 2, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante : « le cautionnement est constitué par le versement au c.c.p. de la Caisse de Dépôts et Consignations ».

Art. 9. A l'article 21, § 2, alinéa 3, du même décret, les mots « Office des déchets » sont remplacés par le mot « Office ».

A l'article 21, § 3, alinéa 1er et alinéa 2, du même décret, les mots « Office des déchets » sont remplacés par le mot « Office ».

Art. 10. L'article 21, § 4, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. L'autorité qui a délivré l'autorisation modifie, à la demande de l'Office, le montant du cautionnement en cours d'exploitation, lorsque l'évolution du coût de la remise en état le justifie. »

Art. 11. L'article 21, § 5, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Si les lieux ne sont pas remis complètement en état dans le délai requis, l'Office fait procéder à la remise en état en prélevant d'office les sommes nécessaires sur le cautionnement.

Si le montant du cautionnement est insuffisant, l'Office récupère à charge de l'exploitant les frais supplémentaires exposés. »

Art. 12. Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 23bis. Quiconque produit ou détient des déchets dangereux sans autorisation, soit pour exploiter une décharge contrôlée selon l'article 19, § 1er, soit pour un dépôt selon l'article 19, § 7, doit, dans le délai fixé par l'Administration régionale, les faire éliminer par un établissement désigné par celle-ci. »

(1) *Session 1990-1991.*

Documents du Conseil, 248 (1990-1991), nos 1 à 5.

Compte rendu intégral. Séance publique du 20 juin 1991.

Discussion. Vote.

Art. 13. Dans l'article 24, 3^o, C, du même décret, les mots « au bénéfice de la Région » sont remplacés par les mots « au bénéfice de l'Office » et les mots « soit la constitution d'une garantie bancaire dans un établissement désigné par l'Office, soit », sont insérés entre les mots « défaut » et « l'inscription ».

Art. 14. A l'article 26, § 4, alinéa 3, du même décret, modifié par le décret du 9 avril 1987, les mots « Office des déchets » sont remplacés par les mots « Office ».

Art. 15. L'article 28, § 1er, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque des déchets risquent de constituer une menace grave, l'Exécutif prend toutes mesures utiles pour prévenir le danger ou pour y remédier. Il peut en ordonner le transfert à un endroit désigné par lui dans le respect des dispositions des plans visés au chapitre III. En outre, l'Exécutif peut ordonner que le détenteur des déchets et, si les déchets ont été abandonnés irrégulièrement, toute personne qu'il désigne, ayant participé à la production, au transport ou au maintien des déchets, constitue un cautionnement dont le montant, déterminé par l'Office, est équivalent à l'estimation des frais qu'entraînera pour les pouvoirs publics l'exécution des mesures urgentes. L'Exécutif avise par recommandé la ou les personnes devant constituer le cautionnement en précisant le montant du cautionnement et son mode de constitution par versement au c.c.p. de la Caisse de Dépôts et Consignations.

A défaut de constitution de cautionnement dans les huit jours, l'Exécutif fait signifier à la ou les personnes propriétaires des déchets ou ayant participé à leur production, leur transport ou leur maintien, un commandement de payer dans les vingt-quatre heures à peine d'exécution par voie de saisie.

Les versements partiels effectués en suite de la signification d'un commandement ne font pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement étant expiré, l'Exécutif peut faire procéder à saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire.

L'Exécutif peut octroyer délégation au fonctionnaire dirigeant l'Administration régionale pour exercer, au nom de la Région wallonne, les actions prévues au présent article. »

Au § 2 : remplacer les mots « les mêmes autorités » par « l'Exécutif, le gouverneur de la province et le bourgmestre de la commune où se trouvent les déchets qui risquent de constituer une menace grave ».

Au § 2, insérer entre les mots « pour assurer » et « l'enlèvement » les mots « toute mesure utile pour prévenir le danger ou pour y remédier ainsi que pour assurer ».

Le § 2 est complété comme suit : « Le gouverneur et le bourgmestre informent immédiatement l'Exécutif des mesures urgentes qu'ils sont amenés à prendre. »

Le § 3 est supprimé.

Art. 16. Dans l'article 35, alinéa 1er, du même décret, les mots « de l'Office et » sont insérés entre les mots « disposition » et « des services ».

Art. 17. Un article 36bis, rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 36bis. Lorsqu'un dépôt ou un déversement de déchets a été effectués dans un site, l'exploitant ou le propriétaire de celui-ci est tenu de fournir immédiatement à l'Office des renseignements permettant le recensement et l'identification de ces déchets.

L'Exécutif fixe au besoin la date ultime à laquelle ces renseignements doivent être fournis. »

Art. 18. L'article 37, alinéa 2, du même décret est complété comme suit : « de l'Office ».

Art. 19. Un article 38bis, rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 38bis. Il est constitué au sein de l'Office un fonds de réserve alimenté, soit par une intervention en capital de la Région wallonne, soit par l'excédent éventuel des recettes sur les dépenses de l'Office. Ce fonds est destiné à couvrir les dépenses relatives à l'exécution des missions de l'Office. Le montant maximum de ce fonds est fixé à 1 500 millions de francs. »

Art. 20. L'article 39 du même décret, modifié par le décret du 30 juin 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 39. L'Office a pour mission :

- 1^o de donner avis à l'Exécutif sur toute réglementation en matière de déchets;
- 2^o la création et la gestion de la banque de données des déchets en Wallonie;
- 3^o l'instruction des autorisations et agréments relatifs aux opérations d'élimination des déchets;
- 4^o l'instruction des dossiers de subsidiation des organismes ou sociétés chargés de l'élimination et du traitement des déchets;
- 5^o la mise en place et la gestion d'un fonds de garantie créé au sein de l'Office et appelé à intervenir lorsque le responsable ne peut être identifié ou ne peut nettoyer un site;
- 6^o le calcul effectif de la taxe sur les déchets;
- 7^o l'étude et la participation à des études visant à la prévention et à l'élimination des déchets dans une perspective de protection de l'environnement;
- 8^o la conclusion de conventions avec des tiers pour l'accomplissement matériel de ses missions. En cas de nécessité, elle peut demander à l'Exécutif de requérir l'aide nécessaire auprès des institutions spécialisées;
- 9^o l'établissement d'un rapport annuel circonstanciel faisant part à l'Exécutif des mesures qu'il propose en fonction des éléments de ce rapport;
- 10^o l'élaboration du plan des déchets. »

Art. 21. L'article 40 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 40. L'Exécutif peut confier à l'Office d'autres missions de nature administrative, commerciale, industrielle ou financière en vue de la mise en œuvre du présent décret. »

Art. 22. L'article 41 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. Les recettes de l'Office sont :

- 1^o le produit des taxes et redevances;
- 2^o un fonds initial de roulement dont le montant et les modalités de mise à disposition sont fixés par l'Exécutif;
- 3^o les emprunts que l'Exécutif aura été autorisé à contracter par un décret en vue de couvrir les besoins de l'Office;
- 4^o les recettes et bénéfices provenant des activités de l'Office;
- 5^o une dotation à charge du budget régional couvrant les frais de fonctionnement de l'Office. »

- Art. 23.** Un article 41bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :
- « Article 41bis. § 1er. Le personnel de l'Office comprend :
- des agents statutaires dans les limites du cadre organique du Ministère de la Région wallonne;
 - du personnel de complément et de remplacement engagé à temps ou pour un objet déterminé.
- § 2. Les agents de la Région wallonne sont soumis aux dispositions statutaires qui les concernent.
- § 3. Le personnel de complément ou de remplacement est engagé sous contrat par l'Exécutif.
- § 4. Le calcul et le paiement des rémunérations du personnel ainsi que les allocations accessoires au traitement sont effectués par les Services de l'Exécutif. »
- Art. 24.** Une section 5 intitulée « Création d'une société publique à forme commerciale » est insérée dans le chapitre 7 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.
- Un article 43bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :
- « Article 43bis. La Région crée, via une mission déléguée à la Société régionale d'Investissement de Wallonie, une société publique à forme commerciale, dont les missions seront à la demande de l'Administration régionale :
- l'exécution de la réhabilitation des lieux et des interventions d'urgence et d'office;
 - la mise en place d'un réseau de décharges;
 - la prise de participation dans d'éventuelles sociétés d'exploitation.
- L'Exécutif peut, en outre, lui confier d'autres missions en relation étroite avec celles prédécrites. »
- Art. 24bis.** L'article 44, 6°, du même décret, est complété par les termes « et de la Gendarmerie ».
- Art. 25.** A l'article 55, alinéa 2, du même décret, les mots « de l'Office des déchets » sont remplacés par les mots « de l'Office ».
- Art. 26.** L'article 58, § 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :
- « § 2. En outre, le juge ordonne, à la demande de l'Exécutif ou, sur délégation, du fonctionnaire dirigeant l'Administration régionale, que les déchets soient éliminés et les lieux remis en état par la ou les personnes désignées par l'Administration régionale aux frais du condamné.
- Le juge ordonne que le condamné consigne dans les huit jours du jugement, au bénéfice de l'Office et auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, un cautionnement d'un montant égal au coût estimé des mesures ordonnées.
- Lorsque les travaux auront été exécutés, le remboursement des frais interviendra sur simple état dressé par l'Office.
- Le jugement vaut, s'il échet, pour la personne désignée par l'Administration régionale, autorisation d'élimination des déchets, visée au jugement. »
- Art. 27.** A l'article 58, § 3, alinéa 2, du même décret, les mots « Office des déchets » sont remplacés par « Office ».
- Art. 28.** A l'article 58, § 5, du même décret, les mots « Office des déchets », sont remplacés par les mots « Administration régionale ».
- Art. 29.** Un article 58bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :
- « Article 58bis. L'Administration régionale peut poursuivre devant le tribunal civil l'exécution des mesures prévues à l'article 58.
- La disposition de l'article 58, § 3, alinéa 1er, n'est pas applicable en cas d'action introduite devant le tribunal civil. »

Promulgons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Renovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,
E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Equipeement pour la Région wallonne,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

D. 91 — 2501

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

(C — 27418)

4. JULI 1991. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Artikel 3 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 über die Abfälle wird wie folgt abgeändert :

Nr. 12, abgeändert durch das Dekret vom 30. Juni 1988, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« 12. Dienststelle : die Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle ».

Eine Nr. 14 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt :

« 14. Regionale Verwaltung : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region ».

Art. 2. In Artikel 4, Absatz 2, dieses Dekrets werden die Wörter « kann die Exekutive durch einen in ihrer Mitte beratenen Erlaß » durch die Wörter « kann die Exekutive nach Gutachten der Dienststelle » ersetzt.

Art. 3. In Artikel 7, § 1, dieses Dekrets werden die Wörter « Die Exekutive kann » durch die Wörter « Die Exekutive kann nach Gutachten der Dienststelle » ersetzt.

Art. 4. In Artikel 9, § 1, dieses Dekrets werden die Wörter « nach Gutachten der Dienststelle » zwischen die Wörter « kann » und « eine » eingefügt.

Art. 5. In Artikel 11, § 1, dieses Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 30. Juni 1988, werden die Wörter « die Dienststelle für Abfälle » durch die Wörter « die Dienststelle » ersetzt.

Art. 6. In Artikel 11, § 2, Absatz 4, dieses Dekrets werden die Wörter « drei Jahre nach » durch das Wort « ab » ersetzt.

Art. 7. In Artikel 11, § 2, Absatz 7, dieses Dekrets wird das Wort « eventuell » gestrichen.

Art. 8. Artikel 21, § 2, Absatz 1, dieses Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt : « Zu diesem Zweck wird in der Genehmigungsurkunde eine Bürgschaft festgelegt, deren Betrag von der Dienststelle bestimmt wird und die den Kosten entspricht, die die Behörden tragen würden, wenn sie die Wiederherstellung vornehmen lassen müßten. »

Artikel 21, § 2, Absatz 3, dieses Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt : « die Bürgschaft wird durch die Einzahlung auf das PSK der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale hinterlegt ».

Art. 9. In Artikel 21, § 2, Absatz 3, dieses Dekrets werden die Wörter « Dienststelle für Abfälle » durch das Wort « Dienststelle » ersetzt.

In Artikel 21, § 3, Absatz 1 und Absatz 2, dieses Dekrets werden die Wörter « Dienststelle für Abfälle » durch das Wort « Dienststelle » ersetzt.

Art. 10. Artikel 21, § 4, dieses Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 4. Auf Verlangen der Dienststelle ändert die Behörde, die die Genehmigung ausgestellt hat, die Höhe der Bürgschaft im Laufe der Nutzung, wenn dies durch die Entwicklung der Wiederherstellungskosten gerechtfertigt ist. »

Art. 11. Artikel 21, § 5, Absatz 2, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Wenn die Örtlichkeiten innerhalb der gesetzten Frist nicht vollständig wiederhergestellt sind, läßt die Dienststelle die Wiederherstellung vornehmen, indem sie die erforderlichen Beträge von Amts wegen von der Bürgschaft abzieht.

Wenn der Betrag der Bürgschaft unzureichend ist, treibt die Dienststelle die weiteren Auslagen zu Lasten des Betreibers bei. »

Art. 12. Ein Artikel 23bis mit folgendem Wortlaut wird in dieses Dekret eingefügt :

« Artikel 23bis. Wer gefährliche Abfälle ohne Genehmigung zur Betreibung einer überwachten Deponie im Sinne von Artikel 19, § 1, oder zu einer Lagerung im Sinne von Artikel 19, § 7, erzeugt bzw. besitzt, muß diese Abfälle innerhalb der von der Regionalen Verwaltung festgesetzten Frist von einer von dieser Verwaltung bestimmten Einrichtung beseitigen lassen. »

Art. 13. In Artikel 24, Nr. 3, C, dieses Dekrets werden die Wörter « zugunsten der Region » durch die Wörter « zugunsten der Dienststelle » ersetzt und die Wörter « entweder die Leistung einer Bankgarantie in einer von der Dienststelle bestimmten Einrichtung oder » zwischen die Wörter « in Ermangelung dessen » und « die Eintragung » eingefügt.

Art. 14. In Artikel 26, § 4, Absatz 3, dieses Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 9. April 1987, werden die Wörter « Dienststelle für Abfälle » durch das Wort « Dienststelle » ersetzt.

Art. 15. Artikel 28, § 1, dieses Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Wenn Abfälle eine ernsthafte Bedrohung bedeuten könnten, trifft die Exekutive alle nützlichen Maßnahmen, um der Gefahr vorzubeugen oder ihr zu begegnen. Sie kann deren Verlagerung an einen Ort anordnen, den sie unter Beachtung der Bestimmungen der in Kapitel III erwähnten Pläne bestimmt. Ferner kann die Exekutive anordnen, daß der Besitzer der Abfälle und, wenn die Abfälle unrechtmäßigerweise zurückgelassen worden sind, jede von ihr bestimmte Person, die an der Erzeugung, am Transport und an der Belassung der

(1) Sitzungsperiode 1990-1991.

Ratsdokumente, 248 (1990-1991), Nrn. 1 bis 5.

Ausführlicher Bericht Öffentliche Sitzung vom 20. Juni 1991.

Diskussion. Abstimmung.

Abfälle beteiligt gewesen ist, eine Bürgschaft hinterlegen, deren Betrag von der Dienststelle bestimmt wird und der Schätzung der Kosten entspricht, die die Ausführung der Sofortmaßnahmen für die Behörden mit sich bringen wird. Die Exekutive benachrichtigt die Person(en), die die Bürgschaft hinterlegen muß (müssen) per Einschreiben, wobei sie darin angibt, auf welchen Betrag die Bürgschaft sich beläuft und wie sie durch Einzahlung auf das PSK der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale hinterlegt wird.

Wenn innerhalb acht Tagen keine Bürgschaft hinterlegt worden ist, stellt die Exekutive der Person bzw. den Personen, die die Abfälle besitzen oder an deren Erzeugung, Transport bzw. Belassung beteiligt gewesen sind, durch den Gerichtsvollzieher einen Mahnbescheid zu, in dem sie bei Androhung im Wege der Pfändung aufgefordert wird bzw. werden, binnen vierundzwanzig Stunden zahlen.

Die nach der Zustellung eines Mahnbescheids erfolgten Teilzahlungen verhindern nicht die Fortführung der Verfolgungen.

Nach Ablauf der Zahlungsfrist kann die Exekutive die Pfändung vornehmen lassen, die nach dem im Gerichtsgesetzbuch aufgestellten Verfahren erfolgt.

Die Exekutive kann dem Beamten, der die Regionale Verwaltung leitet, die Befugnis übertragen, im Namen der Wallonischen Region die in vorliegendem Artikel vorgesehenen Rechtshandlungen vorzunehmen. »

In § 2 werden die Wörter « Die obengenannten Behörden » durch « Die Exekutive, der Gouverneur der Provinz und der Bürgermeister der Gemeinde, wo sich die Abfälle befinden, die eine ernsthafte Bedrohung bedeuten könnten, » ersetzt.

In § 2 werden die Wörter « jede Maßnahme zur Vorbeugung der Gefahr oder zur Abhilfe sowie für » zwischen die Wörter « um für » und « die Abfuhr » eingefügt.

§ 2 wird wie folgt ergänzt : « Der Gouverneur und der Bürgermeister unterrichten die Exekutive unverzüglich über die Sofortmaßnahmen, die sie treffen müssen. »

§ 3 wird gestrichen.

Art. 16. In Artikel 35, Absatz 1, dieses Dekrets werden die Wörter « der Dienststelle und » zwischen die Wörter « um » und « den » eingefügt.

Art. 17. Ein Artikel 36bis mit folgendem Wortlaut wird in dieses Dekret eingefügt :

« Artikel 36bis. Wenn Abfälle auf einem Gelände gelagert bzw. abgeladen werden, muß der Betreiber bzw. der Besitzer dieses Geländes der Dienststelle unverzüglich Auskünfte mitteilen, die die Erfassung und Identifizierung dieser Abfälle ermöglichen.

Die Exekutive legt notfalls den äußersten Termin für die Mitteilung dieser Auskünfte fest. »

Art. 18. Artikel 37, Absatz 2, dieses Dekrets wird wie folgt ergänzt : « der Dienststelle ».

Art. 19. Ein Artikel 38bis mit folgendem Wortlaut wird in dieses Dekret eingefügt :

« Artikel 38bis. In der Dienststelle wird ein Reservefonds gebildet, der entweder durch eine Kapitalbeteiligung der Wallonischen Region oder durch die eventuellen Mehreinnahmen der Dienststelle gespeist wird. Dieser Fonds soll die Ausgaben bezüglich der Ausführung der Aufgaben der Dienststelle decken. Der Höchstbetrag dieses Fonds wird auf 1 500 Millionen Franken festgesetzt. »

Art. 20. Artikel 39 dieses Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 30. Juni 1988, wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 39. Die Dienststelle hat die Aufgabe :

- 1° der Exekutive ein Gutachten über jede Regelung in Sachen Abfälle abzugeben;
- 2° die Datenbank bezüglich der Abfälle in der Wallonie zu errichten und zu führen;
- 3° die Genehmigungen und Zulassungen in bezug auf die Beseitigung der Abfälle zu prüfen;
- 4° die Akten in bezug auf die Bezuschussung der Einrichtungen oder Gesellschaften, die mit der Beseitigung bzw. der Aufbereitung der Abfälle beauftragt sind, zu prüfen;
- 5° einen in der Dienststelle geschaffenen Garantiefonds einzusetzen und zu verwalten, der in Anspruch genommen wird, wenn der Verantwortliche nicht identifiziert werden kann oder ein Gelände nicht säubern kann;
- 6° die effektive Berechnung der Abgabe auf die Abfälle vorzunehmen;
- 7° im Hinblick auf den Umweltschutz Untersuchungen zur Vermeidung und Beseitigung der Abfälle vorzunehmen bzw. sich an diesen Untersuchungen zu beteiligen;
- 8° für die materielle Ausführung ihrer Aufgaben Abkommen mit Drittpersonen zu schließen. Notfalls kann sie die Exekutive bitten, bei Facheinrichtungen die nötige Unterstützung anzufordern;
- 9° einen ausführlichen Jahresbericht abzufassen, in dem sie der Exekutive mitteilt, welche Maßnahmen sie je nach den Gegebenheiten dieses Berichts vorschlägt;
- 10° den Abfallbeseitigungsplan auszuarbeiten. »

Art. 21. Artikel 40 dieses Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 40. Die Exekutive kann der Dienststelle im Hinblick auf die Ausführung des vorliegenden Dekrets andere verwaltungsmäßige, handelsmäßige, industrielle bzw. finanzielle Aufgaben anvertrauen. »

Art. 22. Artikel 41 dieses Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 41. Die Dienststelle hat folgende Einnahmen :

- 1° das Aufkommen der Steuern und Gebühren;
- 2° die Bereitstellung des Betriebskapitals; die Höhe und die Modalitäten der Bereitstellung dieses Kapitals werden von der Exekutive festgelegt;
- 3° die Anleihen zur Deckung der Bedürfnisse der Dienststelle, zu deren Aufnahme die Exekutive durch ein Dekret ermächtigt wird;
- 4° die Einnahmen und Gewinne aus den Tätigkeiten der Dienststelle;
- 5° eine Dotation zu Lasten des regionalen Haushaltsplans zur Deckung der Betriebskosten der Dienststelle. »

Art. 23. Ein Artikel 41bis mit folgendem Wortlaut wird in dieses Dekret eingefügt :

« Artikel 41bis. § 1. Das Personal der Dienststelle setzt sich zusammen aus :

- ständigen Bediensteten im Rahmen des Stellenplans des Ministeriums der Wallonischen Region;
- zusätzlichem und Aushilfspersonal, das auf Zeit oder für einen bestimmten Zweck eingestellt wird.

§ 2. Die Bediensteten der Wallonischen Region unterliegen den Satzungen, die sie betreffen.

§ 3. Das zusätzliche bzw. Aufsichtspersonal wird von der Exekutive unter Vertrag eingestellt.

§ 4. Die Berechnung und die Auszahlung der Besoldungen des Personals sowie der Lohnzuschläge werden von den Dienststellen der Exekutive vorgenommen. »

Art. 24. Ein Abschnitt 5 mit der Überschrift « Gründung einer öffentlichen Gesellschaft mit Handelsform » wird in Kapitel 7 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle eingefügt.

Ein Artikel 43bis mit folgendem Wortlaut wird in dieses Dekret eingefügt :

« Artikel 43bis. Die Region gründet über eine bei der Regionalen Investitionsgesellschaft für Wallonien abgeordnete Vertretung eine öffentliche Gesellschaft mit Handelsform, die auf Verlangen der regionalen Verwaltung folgende Aufgaben hat :

- die Durchführung der Sanierung der Örtlichkeiten und der Sofort- und Zwangsmaßnahmen;
- die Einrichtung eines Deponienetzes;
- die Beteiligung an eventuellen Betriebsgesellschaften.

Die Exekutive kann ihr außerdem andere Aufgaben anvertrauen, die in enger Beziehung zu den oben beschriebenen Aufgaben stehen. »

Art. 24bis. In Artikel 44, Nr. 6, dieses Dekrets werden die Wörter « und der Gendarmerie » zwischen die Wörter « Gemeindepolizei » und « anfordern » eingefügt.

Art. 25. In Artikel 55, Absatz 2, dieses Dekrets werden die Wörter « der Dienststelle für Abfälle » durch die Wörter « der Dienststelle » ersetzt.

Art. 26. Artikel 56, § 2, dieses Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 2. Ferner ordnet der Richter auf Antrag der Exekutive bzw., bei einer Übertragung von Befugnissen, auf Antrag des Beamten, der die regionale Verwaltung leitet, die Beseitigung der Abfälle und die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten durch die von der Regionalen Verwaltung bestimmten Person(en) zu Lasten des Verurteilten an.

Der Richter ordnet an, daß der Verurteilte binnen acht Tagen nach der Urteilsverkündung zugunsten der Dienststelle bei der Hinterlegungs- und Konsignationszentrakasse eine Bürgschaft hinterlegt, deren Betrag den geschätzten Kosten der angeordneten Maßnahmen entspricht.

Wenn die Arbeiten ausgeführt worden sind, werden die Kosten auf einfache von der Dienststelle aufgestellte Abrechnung hin zurückgezahlt.

Das Urteil gilt gegebenenfalls für die von der Regionalen Verwaltung bestimmten Person als Genehmigung für die Beseitigung der Abfälle, die im Urteil erwähnt ist. »

Art. 27. In Artikel 58, § 3, Absatz 2, dieses Dekrets werden die Wörter « Dienststelle für Abfälle » durch das Wort « Dienststelle » ersetzt.

Art. 28. In Artikel 58, § 5, dieses Dekrets werden die Wörter « Dienststelle für Abfälle » durch die Wörter « Regionalen Verwaltung » ersetzt.

Art. 29. Ein Artikel 58bis mit folgendem Wortlaut wird in dieses Dekret eingefügt :

« Artikel 58bis. Die Regionale Verwaltung kann die Ausführung der in Artikel 58 vorgesehenen Maßnahmen vor dem Zivilgericht betreiben.

Die Bestimmung von Artikel 58, § 3, Absatz 1, findet keine Anwendung, wenn eine Klage beim Zivilgericht eingereicht worden ist. »

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, am 4. Juli 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN der BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region

A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 2501

[C — 27418]

4 JULI 1991. — Decreet tot wijziging van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 3 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Punt 12° gewijzigd bij het decreet van 30 juni 1988 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 12° de Dienst : De Waalse Regionale Afvaldienst. »

Een punt 14° luidend als volgt wordt bijgevoegd :

« 14° het Regionale Bestuur : de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest. »

Art. 2. In artikel 4, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « de Waalse Gewestexecutieve kan krachtens een in haar midden genomen besluit » vervangen door « de Executieve kan na het advies van de Dienst te hebben gewonnen ».

Art. 3. In artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « de Executieve kan » vervangen door de woorden « de Executieve kan na advies van de Dienst ».

Art. 4. In artikel 9, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « na advies van de Dienst » ingevoegd tussen de woorden « kan » en « één of verschillende beurzen voor afvalstoffen erkennen ».

Art. 5. In artikel 11, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 1988, worden de woorden « Dienst van de afvalstoffen » vervangen door de woorden « de Dienst ».

Art. 6. In artikel 11, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden « drie jaar na » vervangen door de woorden « vanaf ».

Art. 7. In artikel 11, § 2, zevende lid, van hetzelfde decreet wordt het woord « eventueel » afgeschaft.

Art. 8. Artikel 21, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door : « Daartoe stelt de machtigingsakte een borgstelling vast waarvan het bedrag door de Dienst wordt bepaald en die gelijkwaardig is aan de kosten die de openbare overheden zouden moeten dragen indien zij zelf tot het weer in orde brengen zouden moeten laten overgaan. »

Artikel 21, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling : « de borgstelling wordt gesteld door de storting bij de prk. van de Deposito- en Consignatiekas ».

Art. 9. In artikel 21, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « Dienst van de afvalstoffen » vervangen door het woord « Dienst ».

In artikel 21, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « Dienst van de afvalstoffen » vervangen door het woord « Dienst ».

Art. 10. Artikel 21, § 4, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De overheid die de machtiging heeft afgegeven, wijzigt op verzoek van de Dienst het bedrag van de borgstelling tijdens de looptijd van de uitbating wanneer de evolutie van de kosten voor het weer in orde brengen het verantwoordt. »

Art. 11. Artikel 21, § 5, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Indien de plaats binnen de vereiste termijn niet weer volledig in orde is gebracht, doet de Dienst tot het weer in orde brengen overgaan ten laste van de borgstelling.

Indien het bedrag van de borgstelling onvoldoende is, vordert de Dienst de gemaakte aanvullende kosten terug ten laste van de exploitant. »

Art. 12. Een artikel 23bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd bij hetzelfde decreet :

« Artikel 23bis. Iedereen die gevaarlijke afvalstoffen zonder machtiging produceert of behoudt, hetzij om overeenkomstig artikel 19, § 1, een gecontroleerde stortplaats, hetzij om overeenkomstig artikel 19, § 7, een opslagplaats te exploiteren, moet binnen de door het Regionale Bestuur bepaalde termijn die afvalstoffen door een door dit bestuur aangewezen instelling laten verwijderen. »

Art. 13. In artikel 24, 3°, C, van hetzelfde decreet worden de woorden « ten voordele van het Gewest » vervangen door de woorden « ten voordele van de Dienst » en de woorden « hetzij een bankwaarborg bij een door de Dienst aangewezen bankinstelling, hetzij » tussen de woorden « ten voordele van de Dienst, van » en « de inschrijving » toegevoegd.

Art. 14. In artikel 26, derde lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 9 april 1987, worden de woorden « Dienst van de afvalstoffen » vervangen door het woord « Dienst ».

Art. 15. Artikel 28, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de afvalstoffen een ernstige bedreiging kunnen vormen, kan de Executieve alle nuttige maatregelen treffen om het gevaar te voorkomen of om hieraan te verhelpen. Zij kan het overbrengen van deze afvalstoffen naar een door haar aangewezen plaats gelasten met inachtneming van de bepalingen van de in hoofdstuk III bedoelde plannen. Bovendien kan de Executieve bevelen dat de houder van afvalstoffen en, indien de afvalstoffen onregelmatig achtergelaten werden, ieder persoon die zij aanwijst en die aan de produktie, het vervoer of aan het behoud van die afvalstoffen deelgenomen heeft, een borgstelling stelt waarvan het bedrag door

(1) Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad, 248 (1990-1991), nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 20 juni 1991.

Bespreking. Stemming.

de Dienst wordt bepaald en die gelijkwaardig is aan de kostenraming die de uitvoering van dringende maatregelen voor de openbare overheden zal veroorzaken. De personen die de borgstelling moeten stellen worden bericht door de Executieve, bij ter post aangetekende brief, welke het bedrag van de borgstelling en haar vormingswijze per storting op de prk van de Consignatie- en Depositokas bepaalt.

Wanneer de borgstelling niet binnen acht dagen gesteld is, doet de Executieve aan de persoon (personen) waaraan de afvalstoffen behoren een bevel tot betaling binnen vierentwintig uren op straffe van uitvoering bij inbeslagname bekendmaken.

De gedeeltelijke stortingen verricht na de bekendmaking van een bevel schorten niet de voortzetting van vervolgingen.

Zodra de termijn van het bevel verstreken is, kan de Executieve tot de inbeslagname overgaan welke overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek moet uitgevoerd worden.

De Executieve kan haar bevoegdheid overdragen aan de ambtenaar die het bestuur leidt om op naam van het Waalse Gewest de in dit artikel voorziene acties uit te voeren. »

In § 2 de woorden « dezelfde autoriteiten » vervangen door « de Executieve, de provinciegouverneur en de burgemeester van de gemeente waar de afvalstoffen die een ernstige bedreiging kunnen vormen, zich bevinden ».

In § 2 tussen de woorden « de burgerbescherming ten einde » en « de verwijdering » de woorden « alle nuttige maatregelen te treffen om het gevaar te voorkomen of om hieraan te verhelpen alsmede » invoegen.

§ 2 wordt aangevuld als volgt : « De gouverneur en de burgemeester delen onmiddellijk aan de Executieve mede de dringende maatregelen die zij moeten nemen ».

§ 3 wordt afgeschaft.

Art. 16. In artikel 35, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van de Dienst en » ingevoegd tussen de woorden « te stellen » en « van de diensten ».

Art. 17. Een artikel 36bis luidend als volgt wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

« Artikel 36bis. Wanneer afvalstoffen werden gedeponneerd of gestort in een plaats wordt de exploitant of de eigenaar ervan gehouden de inlichtingen die de opname en de identificatie van die afvalstoffen mogelijk maken onmiddellijk aan de Dienst mede te delen.

De Executieve stelt zo nodig de allerlaatste datum voor de indiening van die inlichtingen vast. »

Art. 18. Artikel 37, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt : « van de Dienst ».

Art. 19. Een artikel 38bis luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

« Artikel 38bis. Een reservefonds voorziet hetzij door een geldtegenwoordiging van het Waalse Gewest, hetzij door het eventuele overschot van ontvangsten op de uitgaven van de Dienst. Dit fonds wordt bestemd voor het dekken van de uitgaven met betrekking tot de uitvoering van de opdrachten van de Dienst. Het maximumbedrag van dit fonds is vastgesteld op 1 500 miljoen frank. »

Art. 20. Artikel 39 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 1988, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 39. De Dienst heeft als opdracht :

- 1° de Executieve advies geven over elke reglementering inzake afvalstoffen;
- 2° de oprichting en het beheer in Wallonië van de databank inzake afvalstoffen;
- 3° het onderzoek van de vergunningen en erkenningen betreffende de verwijderingsoperaties van afvalstoffen;
- 4° het onderzoek van de dossiers voor de subsidiëring van instellingen of maatschappijen belast met de verwijdering en de behandeling van afvalstoffen;
- 5° de stichting en het beheer van een waarborgfonds opgericht in de schoot van de Dienst dat gerechtigd is tussen te komen wanneer de verantwoordelijke niet geïdentificeerd kan worden of de plaats niet schoongemaakt kan worden;
- 6° de werkelijke berekening van de belasting op de afvalstoffen;
- 7° het onderzoek en de deelneming aan studies met het oog op de voorkoming en de verwijdering van afval ten einde het leefmilieu te beschermen;
- 8° het sluiten van overeenkomsten met derden voor de werkelijke uitvoering van zijn opdrachten. In geval van noodzakelijkheid kan de Executieve vorderen de noodzakelijke hulp bij de gespecialiseerde instellingen te vragen;
- 9° het opmaken van een uitvoerig jaarlijks verslag dat de Executieve de maatregelen mededeelt dat het fonds voorstelt rekening houdend met de elementen van dit verslag;
- 10° het opmaken van het afvalplan. »

Art. 21. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 40. De Executieve kan andere opdrachten dan administratieve, handels-, industriële of financiële opdrachten aan de Dienst toevertrouwen met het oog op de uitvoering van dit decreet. »

Art. 22. Artikel 41 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 41. De ontvangsten van de Dienst zijn :

- 1° de opbrengst van de belastingen en retributies;
- 2° een bedrijfskapitaal van oorsprong waarvan het bedrag en de modaliteiten inzake vrijstelling door de Executieve worden bepaald;
- 3° de leningen die de Executieve door een decreet met het oog op de dekking van de geldbehoeften van de Dienst zal gemachtigd worden te sluiten;
- 4° de ontvangsten en winsten die uit de activiteiten van de Dienst voortkomen;
- 5° een dotatie ten laste van de regionale begroting die de werkingskosten van de Dienst dekt. »

Art. 23. Een artikel 41bis, luidend als volgt wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

« Artikel 41bis. § 1. Het personeel van de Dienst omvat :

- definitieve beampten binnen de perken van het personeelsformatie van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- een deeltijds of voor een bepaalde taak tewerkgesteld bijkomend of vervangingspersoneel.

§ 2. De ambtenaren van het Waalse Gewest worden onderworpen aan de statutaire voorschriften waarmee zij betrokken zijn.

§ 3. Het bijkomende of vervangingspersoneel wordt tewerkgesteld door de Executieve in het kader van een overeenkomst.

§ 4. De berekening en de betaling van de wedden van het personeel alsmede de betaling van de aan de wedde toebehorende bijkomende toelagen worden verricht door de Diensten van de Executieve. »

Art. 24. Een afdeling 5 « Oprichting van een openbare maatschappij met handelskenmerken » wordt ingevoegd in hoofdstuk 7 van het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afval.

Een artikel 43bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

« Artikel 43bis. Het Gewest richt, via een aan de Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië, een openbare maatschappij met handelskenmerken op, waarvan de opdrachten op aanvraag van het Regionale Bestuur worden getroffen :

- de uitvoering van het herstellen van de plaats en van de dringende en ambtshalve tussenkomsten;
- de installatie van een net van stortplaatsen;
- de participatie in eventuele exploitatiemaatschappijen.

De Executieve kan bovendien haar andere opdrachten toevertrouwen welke met voornoemde beschreven opdrachten nauw verwant zijn. »

Art. 24bis. Art. 44, 6°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden « en de Rijkswacht ».

Art. 25. In artikel 55, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van de Dienst van de afvalstoffen » vervangen door de woorden « van de Dienst ».

Art. 26. Artikel 58, § 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Op het verzoek van de Executieve of op overdracht van de ambtenaar die het Regionale Bestuur leidt, beveelt bovendien de rechter dat de afvalstoffen opgeruimd worden en dat de plaatsen door de door het Regionale Bestuur aangewezen persoon (personen) weer in orde gebracht worden ten laste van de veroordeelde.

De rechter beveelt dat de veroordeelde binnen acht dagen na de veroordeling een borgstelling bij de Deposito- en Consignatiekas ten gunste van de Dienst stelt waarvan het bedrag gelijk is aan de geraamde kosten van de bevolen maatregelen.

Wanneer die werken uitgevoerd zullen worden, zullen de kosten aan de hand van een eenvoudige door de Dienst opgestelde staat worden terugbetaald.

De veroordeling geldt, in het voorkomend geval, voor de door het Regionale Bestuur aangewezen persoon, als de in de veroordeling bedoelde vergunning voor de opruiming van de afvalstoffen. »

Art. 27. In artikel 58, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « Dienst van de afvalstoffen » vervangen door « Dienst ».

Art. 28. In artikel 58, § 5, van hetzelfde decreet worden de woorden « de Dienst van de afvalstoffen » vervangen door de woorden « het Regionale Bestuur ».

Art. 29. Een artikel 58bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde besluit :

« Artikel 58bis. Het Regionale Bestuur kan de uitvoering van de in artikel 58 voorziene maatregelen voor de burgerlijke rechtbank vervolgen.

De bepaling van artikel 58, § 3, eerste lid, is niet meer van toepassing in geval van inleiding van de zaak voor de burgerlijke rechtbank. »

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 4 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest,
A. DALEM

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud
en Industriegebieden voor het Waalse Gewest,
E. HISMANS

De Minister van Openbare Werken en Uitrusting voor het Waalse Gewest,
A. BAUDSON

De Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN